

**Innovation dans le secteur des institutions
financières : COFINA lance sa carte GIM-UEMOA**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 29 AOÛT 2022

1169

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Soutien aux actions de la transition

La FORSAT-Civile et l'A.RE.MA

signent une convention



**État civil au Mali : Des efforts probants
enregistrés**



**Les changements climatiques : Un projet de
communication au cœur des échanges**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

27 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

639

Nouveaux cas confirmés

12

Nouveaux guéris

05

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

552 827 Vaccinations incomplètes

1 619 921 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 314

Guéris

30 444

Décès

739

dont 30 font l'objet d'un suivi médical

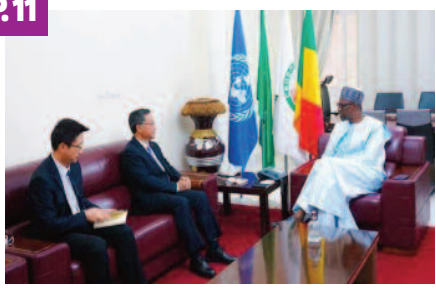


MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.21



/ Une /



Soutien aux actions de la transition : La FORSAT-Civile et l'A.RE.MA signent une convention

P.5

/ Brèves /



Journée panafricaine de la femme : Femmes rurales actrices clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
 Accusations contre la France à l'ONU : Le Mali et la Chine se concertent sur le suivi de la saisine du conseil de sécurité
 Mahamadou Hamet Anne : L'élève de franco-arabe devenu 1er national AU BAC-2022
 Mali : L'Ambassadeur de la fédération de Russie au Mali reçu en audience par le ministre de la sécurité et de la protection civile
 Journée de cohésion : Les gendarmes fortifient leur corps

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

/ Actualité /



État civil au Mali : Des efforts probants enregistrés
 Innovation dans le secteur des institutions financières : COFINA lance sa carte GIM-UEMOA
 Les changements climatiques : Un projet de communication au cœur des échanges
 Mali : Des soldats allemands pour sécuriser l'aéroport de Gao
 Mali : La Minusma renforce son dispositif sécuritaire à Ménaka

P.15

P.16

P.17

P.18

P.19

/ Politique /



Le rassemblement pour la réhabilitation de la religion negro africaine : Apports scientifiques de l'Afrique au reste du monde
 Renforcement du contrôle démocratique civil : CRI 2002 soutient le gouvernement de la transition dans ce sens

P.20

P.21

/ Culture & société /



Cinéma : Les acteurs du paysage cinématographique et audiovisuel s'approprient les textes du FAIC
 Centre national de la cinématographie : Trois films pour la célébration du septembre

P.22

P.23

/ International /



Éthiopie : L'ONU affirme que la frappe au Tigré a touché un jardin d'enfants
 Algérie/France : Macron achève sa visite en Algérie avec un partenariat "renouvelé"

P.24

P.25

/ Sport /



Macron : Un match entre la France et l'Algérie "serait une bonne chose pour conjurer le passé"

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Soutien aux actions de la transition

La FORSAT-Civile et l'A.RE.MA signent une convention

La Fédération des Organisations et des regroupements de Soutien aux Actions de la Transition (FORSEAT-civile) et l'Alliance Pour la Refondation du Mali (A. RE.MA) ont signé un protocole d'accord dans le but d'appuyer la transition et de consolider ses acquis. La cérémonie solennelle de signature de cette convention a eu lieu le vendredi 26 août 2022 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB).

Cette cérémonie a été marquée par la présence du Conseiller Spécial du président de la transition, chef de l'Etat, Aguibou Dembélé de la présidente de la FORSEAT-civile, Touré Aïché Baba Keïta, du président de l'A.RE.MA, Mohamed Ousmane Mohamedoune Haïdara et de plusieurs membres du CNT.

Prenant la parole, le conseiller spécial du président de la transition chef de l'Etat, Aguibou Dembélé, a mis un accent particulier sur la nécessité de l'union des maliens. « Aujourd'hui le Mali a besoin de tous ses fils, nous devons parler le même langage et surtout viser dans le même sens... soutenir la transition et défendre les idéaux du Colonel Assimi Goïta, président de la transition », a-t-il préconisé.

Aussi, il a félicité les deux organisations à savoir la FORSEAT-civile et l'A.RE.MA pour avoir eu l'idée de signer ce genre de convention. « J'invite les autres organisations qui soutiennent la transition et les idéaux du colonel As-



simi Goïta à se joindre à eux », a-t-il plaidé. Pour sa part, la présidente de la FORSAT-civile, Touré Aïché Baba Keïta, a souligné que l'accord de partenariat qui va désormais engager la FORSAT civile et l'A. RE MA a, pour objectif de soutenir la transition et à consolider les acquis pour l'émergence d'institutions fortes, à travers des actions politiques, sociales et culturelles portées par les deux mouvements. « L'union de nos deux forces participe au renforcement de notre détermination commune à appuyer partout les actions de cette transition en cours au Mali, et, qui est signe d'une renaissance de notre nation, à travers les actions fortes inscrites au menu de la refondation de nos valeurs profondes », a-t-elle avancé. De ce fait, elle a précisé que ce partenariat s'inscrit donc dans une dynamique de com-

plémentarité entre la force de mobilisation des organisations de la société civile, incarné par la FORSAT civile et le bras politique incarné par l'A RE MA.

« Je demeure convaincue que chacune de nos deux associations bénéficiera de cette mutualisation de nos expertises respectives... pour défendre les activités et projets d'intérêt national, auxquelles sont attelées les plus hautes autorités en charge de cette transition », a-t-elle indiqué.

Avant de renouveler ses vœux de succès couronnant ce partenariat entre la Fédération des Organisations et Regroupements de Soutien aux actions de la Transition et l'Alliance Pour la Refondation du Mali !

En dernier ressort, le président de l'A.RE.MA, Mohamed Ousmane Mohamedoune Haïdara a

parlé de la nécessité des maliens de se rassembler les autour de l'essentiel qui est le Mali. « Pour réussir le Malikura, c'est le rassemblement de tous les maliens homme et femme autour de l'essentiel parce que l'ennemi chassé ne nous lâchera pas facilement mais nous devons avancer la tête haute pour que le Mali soit à nous. Pour que par le Mali l'Afrique soit aux africains ».

« Aujourd'hui, nous avons des acquis qu'il faut préserver, qu'il faut consolider et qu'il faut jalousement garder. « Les acquis de cette transition ». Le Mali aujourd'hui, ce n'est plus une affaire de partage de gâteau mais c'est une affaire de sacrifice », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra

■ Ammy Baba Cisse



Le juge Oumar Barou Sidibé désigné meilleur présentateur de télévision au Mali. Il est aux côtés d'un avocat dont les huissiers sont actifs et réactifs. Barou a dédié aussi son prix aux aînés Ckeickna Takiou et Abdramane Keita mais surtout aux téléspectateurs de Renouveau TV



■ Jeune Afrique



Le 6 août, le lieutenant-général Langley est devenu le premier général quatre étoiles noir en 246 ans d'histoire des Marines. Après 37 ans passés dans ce corps d'élite, il vient de prendre la tête du commandement militaire américain pour l'Afrique. – Jeune Afrique



■ Bank Of Africa - Mali



#Métierduois

La mission principale du Directeur de Zone est d'assurer la gestion des ressources humaines et matérielles et le développement commercial des agences de sa zone. Ses activités consistent à planifier, piloter et animer les agences dédiées.

Le poste de Directeur de zone est le relai entre les agences, la Direction Générale et autres entités de la banque.

Il offre une vue globale sur l'activité bancaire en générale et notamment sur les crédits particuliers et PME. Il exige de la disponibilité, de la rigueur et surtout de la vigilance au vue de l'étendue de la responsabilité et des enjeux.

@Mme Cissé Hadiaratou Touré : "Mes aptitudes personnelles sont

des atouts dans le cadre de mon travail : La passion pour le métier de banquier, la capacité d'adaptation, la rigueur, le dynamisme, la détermination, le sens de la responsabilité et surtout la bonne organisation du travail et la communication.



■ Ammy Baba Cisse



Mohamed Attaher Halidou Meilleur journaliste au Mali lors de la 7e édition de KEWALE AWARDS. Prix Gaoussou Drabo. Félicitations Boss



Le guerrier Bougouna Dembele s'adjuge le trophée SONI ALI BER de la 7e édition de KEWALE AWARDS.



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-La Banque néerlandaise de développement entrepreneurial (FMO) un investisseur d'impact de premier plan qui soutient la croissance durable du secteur privé dans les marchés frontières, s'est associée à l'accélérateur technologique panafricain de premier plan, Startupbootcamp (SBC) Afritech, pour la troisième tranche du programme d'accélération Africa Startup Initiative. Ce programme est conçu pour repérer les compétences et faire évoluer les jeunes entreprises technologiques en Afrique.



■ Arnaud Ouedraogo



LA FETE DE LA GENERATION CONTINUE

Le samedi passé, c'était la sortie du premier guerrier. Aujourd'hui, c'est la sortie du second guerrier.

Je constate des similitudes frappantes entre le pays Ebrié et le pays Adjoukrou, une grande proximité des rites, des vêtements et des mets.

Le rite guerrier comporte les grandes constantes de l'Art de la guerre décrit par SUN TSU : la connaissance de soi, la connaissance de l'autre, la connaissance de la nature du terrain, l'occupation de l'espace, la maîtrise du temps et le choix du moment.

L'ensemble du rite révèle une vision du monde et une conception du rapport de l'homme au monde qui déterminent profondément les identités, le sens de l'altérité et le rapport au pouvoir. Toute la phi-

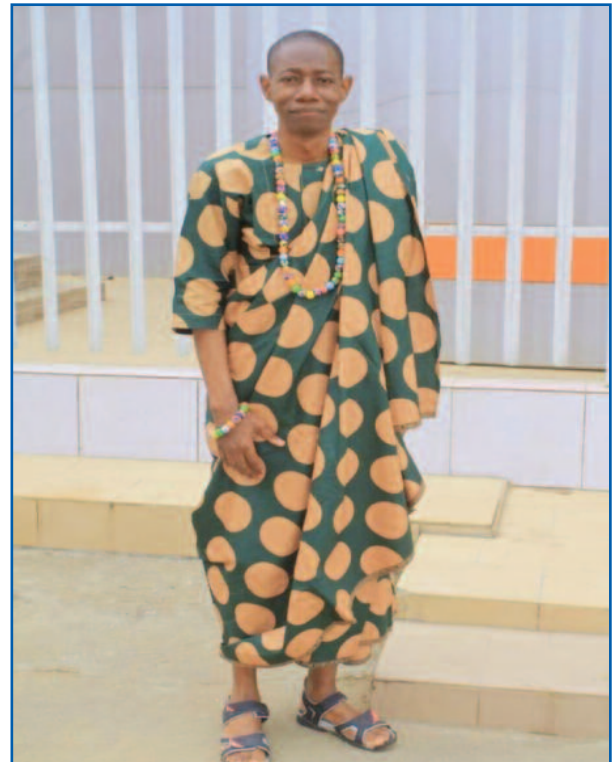
losophie politique des EBRIE et des ADJOUKROU répudie la concentration du pouvoir entre une seule main. Le Chef n'est pas tout-puissant, puisqu'il n'est pas plus puissant que la tradition dont il n'est que le serviteur et le continuateur.

L'organisation administrative et hiérarchique de la communauté, la famille et la propriété sont régies par un droit particulièrement riche et ingénieux.

L'éducation a pour socle le respect de la vie humaine et de l'environnement, le respect des anciens et la prise en compte des générations futures, la discipline et le sens de la responsabilité, la résilience face à l'adversité et la bravoure, le discernement et la sagesse.

Dans ce schéma, il n'y a pas de place pour l'immaturation des adultes comme on le voit aujourd'hui. Chaque homme s'engage par ses actes, bons ou mauvais, et engage aussi sa classe d'âge qui peut en ressentir honneur ou opprobre.

Merci à la Chefferie d'ANONO et à la grande famille KOUEDO pour l'accueil chaleureux



■ FIGARO DU MALI



LE PRÉSIDENT HOUSSEINI AMION GUINDO EN MAURITANIE

Le Mali au cœur des préoccupations

En visite d'amitié et de courtoisie en Mauritanie, le président du Parti Convergence pour le Développement du Mali Housseini Amion GUINDO a eu plusieurs tête à tête avec certains responsables politiques de ce pays ami. Les échanges fraternels autour de la situation

de notre pays et de la coopération politique ont permis de dégager une convergence de vue à tous les niveaux.

Dans l'optique du raffermissement des liens politiques, Housseini Amion GUINDO a été reçu par une équipe du Parti Convergence EL ISLAH de la Mauritanie dirigée par son président Mohamed Ould Talebna.

Les échanges très fraternels ont porté sur la coopération entre les deux forces politiques, mais également sur les relations entre les deux pays frères.

Au delà d'une convergence de vue et d'action politique entre les deux présidents, Housseini Amion GUINDO a sollicité auprès de M. TALEBNA dont le parti est membre de la majorité présidentielle, de plaider pour un accompagnement de notre transition par le peuple et les autorités mauritaniennes.

Concernant les relations entre les Partis ISLAH et CODEM, un mécanisme de coordination dynamique dans le but du renforcement de nos liens est envisagé.

Cellule Com Codem



Minute.bf



Les examens et concours professionnels du ministère de l'éducation nationale ont démarré dans les centres d'examens respectifs tôt dans la matinée du vendredi 26 août 2022. Au lycée Mixte de Gounghin, centre unique de Ouagadougou pour le Certificat d'aptitude au Professorat de l'enseignement secondaire (CAPES), les candidats ont reçu la visite du directeur général des Examens et Concours, Étienne Zongo, «venu se rassurer du bon déroulement des épreuves».



Moussa Yoro Diallo



FOCUS :

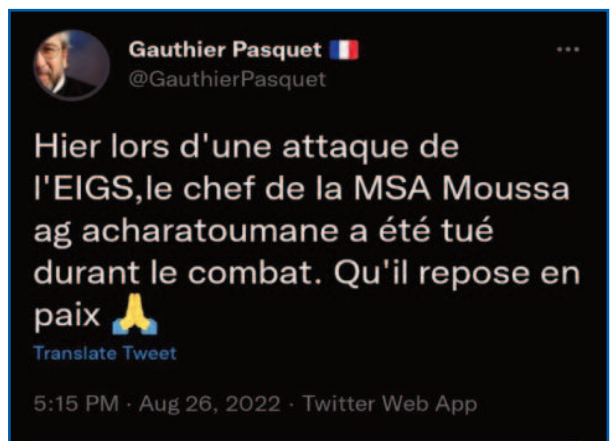
Je rassure tous ceux qui m'appellent, écrivent que le camarade Président Habib Dakouo va bien Dieu merci et que je ne faisais pas partie de la délégation du voyage. Merci infiniment à tous. Qu'Allah veille sur nous tous et protège le Mali. Amen !



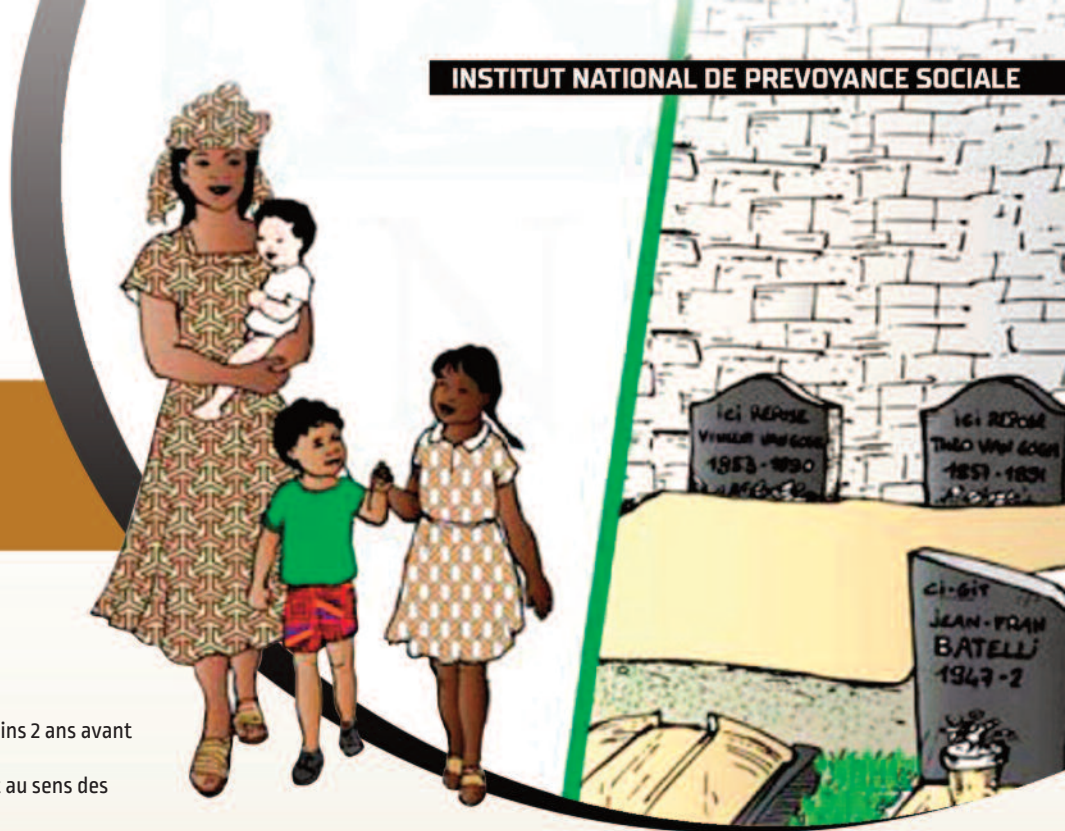
Fahad Ag Almahmoud



J'ai toujours su que derrière ce faux compte se trouve un malien. J'ai été choqué de voir tout le monde réagir à ses fakeweets.



L'allocation de survivant



Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de : 157726 FCFA X 2% X 13 X 10 = 410 090 FCFA

Date d'effet :

l'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Journée panafricaine de la femme : Femmes rurales actrices clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Dans le cadre de la commémoration de la journée panafricaine de la femme, la cellule CAFO de Kalabancoro a organisé ce vendredi 19 août à la mairie de Kalabancoro, une conférence débat sur le thème : « femmes rurales actrices clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

Les femmes sont des actrices essentielles du développement rural et de l'agriculture durable indispensable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle », précise la présidente de la cellule cafo de Kalabancoro, Mme Diarra Fatoumata Samaké. Mais avant tout propos, au nom de toutes les femmes du Mali, elles ont rendu hommage à la première présidente de la cellule cafo de Kalabancoro Mme Maïga Aida Coulibaly et ainsi qu'à Mme Dembélé Oulématou Sow présidente nationale de la coordination des associations et l'organisation non gouvernementale féminine du Mali.

A l'entame de ses propos, le conférencier, Dr Alou Barry, professeur de sciences alimentaires et de nutrition à l'institut des sciences appliquées de Bamako, dira qu'à ce jour c'est un honneur de parler sur une question fondamentale. Il précise que la sécurité alimentaire est qu'à même nutritionnelle et les rôles joués par les femmes et surtout les femmes rurales dans ce domaine.

Dr Alou Barry, a parlé d'une manière générale, de la sécurité alimentaire. Il défend que, la sécurité alimentaire existera si tous les Maliens n'auront à tout moment, accès à une alimentation de qualité physique accessible à tout moment pour mener une vie active et saine pour les activités de l'homme. « La sécurité alimentaire est accès sur quatre liés. Le premier lié c'est la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la stabilité des trois », dit-il.

Il avance qu'il faut qu'à même qu'il y a la stabilité pour qu'on puisse parler de sécurité alimentaire. Et d'ajouter que, la nutrition c'est innocuité la qualité et ce que nous mangeons. Aussi, reconnaître que, les femmes du Mali jouent surtout un rôle extrêmement important dans ce domaine. « La femme dans nos villages c'est de la daba jusque dans

Accusations contre la France à l'ONU : Le Mali et la Chine se concertent sur le suivi de la saisine du conseil de sécurité



Le Mali très au sérieux sa lettre adressée au conseil de sécurité des nations unies pour dénoncer les actes posés par la France et ses forces armées sur le territoire malien.

En effet, dans une lettre en date du 15 août 2022, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale avait saisi le Conseil de sécurité pour dénoncer la violation de l'espace aérien malien par les forces françaises. Aussi, le gouvernement malien a accusé la France d'apporter un soutien aux groupes terroristes actifs sur le sol malien.

Dans le cadre du suivi de la saisine du Conseil de sécurité, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Abdoulaye Diop a reçu, ce vendredi 26 août 2022, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine auprès de la République du Mali, Son Excellence Monsieur Zhilong CHEN.

Conflits frontaliers Chine-Inde: Pékin libère 10 soldats indiens
La Chine est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et pourrait porter l'examen de la saisine des autorités maliennes. « Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi de la saisine, par le Mali, du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les actes graves posés par les Forces françaises et qui portent atteinte à la paix et la sécurité internationales », précise la diplomatie malienne.

Source : actucameroun

l'assiette », souligne le professeur Barry. Il a expliqué que, toute la chaîne alimentaire au Mali est occupée par nos femmes, nos mamans, nos sœurs. Pour lui, c'est la pièce maîtresse de tout cela. C'est pourquoi selon lui, on doit rendre un hommage mérité à ces femmes. « Quand ces femmes vont baisser les bras le Mali n'existera plus », dit-il.

La journée de la femme africaine est célébrée chaque année le 31 juillet pour commémorer la 1ère conférence panafricaine des femmes tenues à Dar-es Salam à Tanzanie en 1962.

Kossa Maïga / Source : Canard déchainé

Mahamadou Hamet Anne : L'élève de franco-arabe devenu 1er national AU BAC-2022



Ancien élève d'une école franco-arabe, Mahamadou Hamet Anne (16 ans) a fait son cycle secondaire au lycée privé Soundiata Kéïta. Il a été proclamé 1er national au baccalauréat session 2022.

Mahamadou Hamet Anne est le 1er national au baccalauréat malien session de juillet 2022 avec une moyenne de 17,75/20 en série sciences exactes (TSE). Après son admission au bac, il affirme qu'après l'affichage des noms des candidats, il a constaté qu'il est devenu le 1er national. "Je suis très content de mon résultat de 1er national au baccalauréat. Car j'attendais ce jour. Dès le 1er jour de la rentrée, je me suis mis à la tâche parce que j'avais des difficultés d'adaptation. Parce que je venais d'une école franco-arabe. Je me suis mis à la tâche pour surmonter les difficultés liées surtout à la langue française. Et cela, grâce à ma famille qui me payait des cours de français", se confie-t-il.

Mahamadou Hamet Anne n'étant pas le 1er de sa classe en terminale, est devenu le 1er national. Il explique qu'il s'est donné à fond aux études pour être 1er national. "J'ai cherché à être le 1er de ma classe en terminale en vain. J'étais parmi les 5 premiers de la classe. Mais je n'ai pas pu être 1er. Mais mon professeur de mathématiques me disait toujours de ne pas me décourager parce que pour lui, c'est le bac qui est important et le rang de la classe", dit-il. Ses parents apprécient son rang de 1er national car, pour eux, il est le fruit du travail abattu par Mahamadou Hamet Anne qui ne faisait qu'étudier de jour comme de nuit pour la réussite et l'excellence. L'administration du lycée Soundiata Kéïta est fière du travail de son élève. Selon Moussa Doumbia (le proviseur), Mahamadou Hamet Anne est un bosseur qui travaille beaucoup. "J'ai l'habitude de le rencontrer seul en classe en train de travailler. Donc, nous ne sommes pas du tout surpris de son rang de 1er national.

Mali : L'Ambassadeur de la fédération de Russie au Mali reçu en audience par le ministre de la sécurité et de la protection civile



Le ministre de la sécurité et de la protection civile, le général de brigade Daoud Aly Mohammedine, a reçu en audience, ce matin, l'ambassadeur de la fédération de Russie au Mali, SEM. Igor Gromyko. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération entre le Mali et la Russie. Le diplomate russe a magnifié les excellentes relations entre les deux pays, qui vont en se bonifiant avec comme point d'orgue, l'entretien téléphonique récent entre le président de la transition, chef de l'état, chef suprême des armées, le colonel Assimi Goïta et Vladimir poutine, président de la fédération de Russie. Il a rappelé, au passage, la conférence sur la sécurité intérieure de Moscou, tenue récemment, et qui a vu la participation du ministre de la défense et des anciens combattants, le colonel Sadio Camara.

Une rencontre à laquelle devrait participer le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE, à l'invitation du Ministre russe de l'intérieur, invitation qui a buté, malheureusement, sur un impératif de calendrier. SEM. Igor GROMYKO a saisi l'occasion pour rappeler le projet d'accord de coopération entre le Ministère russe de l'Intérieure et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile devant être soumis à signature. Se réjouissant de la visite du diplomate russe, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE est revenu sur le partenariat stratégique et dynamique entre le MALI et la fédération de RUSSIE. Une coopération qui va crescendo, dirait-il et la dont la matérialisation profite, aujourd'hui, allègrement aux forces de défense et de sécurité. Ce partenariat avec la Russe, selon le Ministre devra se renforcer, d'où sa ferme volonté d'aller, dans un bref délai, vers la signature de l'accord de coopération sus-indiqué.

Source : Bamada.net

Depuis la 10e année, il fait partie de nos meilleurs élèves", souligne-t-il.

Aux dires de Sidi Mahamad Diarra (encadreur), Mahamadou Hamet Anne est un élève studieux, assidu au travail et très respectueux. "Je suis très fier et très content de lui", se félicite-t-il.

En perspective, il veut devenir ingénieur du génie civil en vue de participer à la construction du Mali.

Siaka Doumbia (source Joliba TV)

Journée de cohésion : Les gendarmes fortifient leur corps

En témoignage de reconnaissance envers ses anciens et ses détachés, la direction de la Gendarmerie malienne a organisé une journée de cohésion. C'était le vendredi 26 août 2022 dans l'enceinte de ladite direction. L'évènement a enregistré la présence de plusieurs personnalités entre autres le directeur de la Sécurité Militaire, le Général de Brigade Moussa Toumani Koné, le directeur de la Justice Militaire, le Colonel Boubacar Maïga, l'Inspecteur général de la Gendarmerie, le Colonel Youssouf Otto Diallo, le représentant du directeur de la Protection civile, de l'OCS, le Général à la retraite Mady Boubou Kamissoko et de l'Adjudant-chef à la retraite Joseph Sagara. Toutes ces personnalités étaient présentes pour rehausser l'éclat de cette cérémonie qui est à sa deuxième édition.

Le Chef de cabinet du directeur de la Gendarmerie, le Commandant Cheick Sadibou Traoré a souhaité la bienvenue à tous les invités. Il a déclaré que cette cérémonie revêt un caractère important, puisqu'elle renforce l'esprit de fraternité d'armes entre tout le personnel de la Gendarmerie. Il a enfin félicité le personnel de la Gendarmerie pour leurs contributions et appuis multiformes.

A l'entame de ces propos, le directeur de la Gendarmerie, le Général de Brigade Sambou Minkoro Diakité a fait observer une minute de silence à la mémoire de nos illustres disparus. Il a remercié le Général de Brigade Mady Boubou Kamissoko pour avoir honoré de sa présence à cette cérémonie. Pour le directeur de la Gendarmerie, cet évènement vise à rendre un hommage à l'ensemble des détachés de la Gendarmerie na-



tionale qui continuent de faire rayonner le corps à travers le territoire national et la scène internationale. Il a adressé une mention spéciale à certains hauts cadres de la Gendarmerie nationale qui ont emporté des succès éclatants faisant honneur au corps à savoir le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye Maïga assurant les fonctions de premier ministre. Il a salué l'engagement et le dévouement pour la cause de la patrie des 601 détachés à savoir les directeurs de la Sécurité Militaire, de la Justice militaire, de la Protection civile, de l'Office Central des Stupéfiants, le Commandant de la Brigade d'Investigation Spécialisée de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, les conseillers auprès des gouverneurs, les communicants, les personnels servant dans les services publics de l'Etat, de même que dans les organisations sous régionales et internationales.

Source : Forces Armées Maliennes



CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

Du lundi au Jeudi

7h30 à 16h00

Vendredi

7h30 à 17h30

NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR

- UN ACCUEIL CHALEUREUX
- UNE ORIENTATION SURE
- DES INFORMATIONS FIABLES

Pour toutes informations et réclamations relatives à l'INPS

- Renseignement sur nos prestations
- Pièces à fournir et suivi des dossiers
- Date et Chronogramme de paiement



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

État civil au Mali : Des efforts probants enregistrés

La quatrième réunion du comité de pilotage du programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et la mise en place d'un système d'information sécurisé s'est tenue, le vendredi 26 août 2022, dans la salle de conférence de la Direction nationale de l'état civil. La cérémonie était placée sous la présidence de Monsieur Bréhima Coulibaly, conseiller technique au ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, en présence du Directeur général de la direction de l'état civil et des partenaires techniques et financiers. Cette importante réunion était consacrée à l'examen des résultats de l'exercice budgétaire 2022, la planification du deuxième semestre ainsi que la proposition d'affectation du matériel et équipement. Elle a été l'occasion de noter les succès engrangés et les défis à relever. Les participants, par ailleurs, ont passé en peigne fin toutes les questions relatives à l'état civil en République du Mali. L'un des objectifs du programme consiste à créer les conditions pour que chaque citoyen malien dispose d'un acte d'état civil sécurisé, de sorte à faciliter son épuisement socioculturel.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement du Mali, avec l'appui technique et financier de ses partenaires, a consenti d'énormes efforts pour garantir l'octroi d'extraits de naissance et des actes de mariage à l'ensemble des maliens.

Le directeur général de l'état civil, Abdoulaye Alkady, estime que ce programme a apporté des résultats significatifs au système d'état civil malien, en renforçant son cadre juridique, en facilitant ses opérations de rattrapage, les constructions et réhabilitations des centres

d'état civil, le renforcement des communes face aux besoins d'archivage civique et numérique.

« **J'appelle tout le monde à se faire enregistrer à l'état civil parce que ça vous permet d'avoir des droits : droit à l'éducation, droit à la santé, droit à l'accès à tous les services sociaux de base. Si vous êtes enregistrés, vous devenez visible pour l'Etat. Si vous n'êtes pas enregistrés, vous devenez invisible pour l'Etat** », a-t-il précisé.

Le premier conseiller de l'union Européenne au Mali, Monsieur Michel de Knoop, dans son intervention, a mis l'accent sur les défis à relever. « **Nous sommes profondément attachés à ce que les 140 000 personnes identifiées pour bénéficier d'un jugement supplétif avec l'appui du PAECISIS puissent accéder à ce précieux document qui fera d'eux des citoyens à part entière. Nous regardons aussi avec attention l'évolution des activités de dématérialisation des actes de l'état civil première étape de modernisation de la gestion de ces documents et espérons que la cible des 5 000 000 actes numérisés, indexés, archivés pourra être atteinte** », a-t-il dit.

Pour le conseiller technique au ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, Brahim Coulibaly, la clôture de ce programme intervient à un moment où la nécessité d'améliorer les systèmes d'état civil trouve une résonance toute particulière, avec les enjeux de la mondialisation, tels que la libre circulation des personnes grâce à l'intégration régionale la lutte contre le terrorisme et contre la cybercriminalité, la gestion et la mobilité internationale. Autant d'aspects dont la bonne gestion est tributaire d'un système d'état civil moderne, fiable et performant.

■ Ibrahim Sanogo



Innovation dans le secteur des institutions financières : COFINA lance sa carte GIM-UEMOA

L'institution financière panafricaine (COFINA) a procédé au lancement officiel de sa carte GIM-UEMOA. C'était le jeudi 25 août 2022, à l'hôtel Radisson collection (ex-Shératon). Cette innovation permettra aux clients confrontés à un besoin urgent de liquidité, de gagner beaucoup plus de temps. Et surtout de réduire considérablement la distance à parcourir entre l'agence COFINA et le lieu d'action du client.



Cette activité a été présidée par le représentant du PCA de COFINA, Thiendou MBAYE, du PCA de COFINA-Mali, Boli-vien MENDY ; du directeur nation de la BCEAO ; du représentant du maire de la commune IV, Abdoulaye TANGARA.

La compagnie financière africaine (COFINA) est une institution financière panafricaine présente dans 9 pays qui procure des services financiers inclusifs. Forte de ses valeurs, COFINA se donne la mission de créer de la valeur ajoutée et de participer au développement du continent africain. Pour ce faire, l'institution propose des services de prêts, d'épargne et de transfert d'argent aux micros, petites et moyennes entreprises mais aussi aux particuliers.

Soucieux d'efficacité, COFINA se donne les moyens d'accompagner ses clients par des formations en éducation financière et en développement commercial afin d'optimiser l'uti-

lisation des prêts accordés.

La carte bancaire magnétique GIM UEMOA est un produit digital de COFINA qui permet de mener des opérations de retrait d'argent dans les Distributeurs de billets de toutes les banques affiliées au réseau GIM UEMOA et dans tous les pays membres.

Pour les responsables de l'institution financière, cette innovation dans le secteur permettra de

Selon le directeur marketing de COFINA, Salomon TALLOU, cette innovation dans le secteur permettra de faire gagner du temps aux clients ayant un besoin de retrait rapide de liquidité ; réduire considérablement la distance à parcourir entre l'agence COFINA et le lieu d'action du client.

Quant à la durée de vie de la carte, GIM-UEMOA, il a fait savoir qu'elle est de 3 ans.

A son tour, la directrice d'exploitation de COFINA, Mme Assetou SYLLA, a précisé que le

plafond d'une seule opération s'élève à 300 000 F CFA. Toutefois, elle a indiqué que le client peut retirer jusqu'à 2 millions de F CFA par jour avec un plafond de 8 millions par semaine. Il ressort des propos des responsables de l'institution financière que le Groupe COFINA compte aujourd'hui 250 000 clients, dont 43% de femmes, plus de 120.000 projets financés et plus de 920 Milliards de FCFA de productivité, dans neuf pays d'implantations qui contribuent à la structuration et au développement du secteur des PME considérées comme un programme d'inclusion financière en pleine croissance.

Particulièrement au Mali, il souligne que c'est environ 16 000 clients, dont 25% de femmes avec plus de 12 500 projets financés et plus de 83 Milliards de FCFA de productivité.

■ Maffenin Diarra

Les changements climatiques : Un projet de communication au cœur des échanges

En prélude à la Conférence des parties de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue en novembre 2022, les initiatives se multiplient au Mali. D'où le lancement d'un projet portant sur la préparation de la 4ème Communication Nationale sur les Changements Climatiques. Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Modibo Koné, en effet, a présidé, le jeudi 25 août 2022, la cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier de lancement officiel du Projet.



Il faut noter que le projet en question est structuré autour de cinq grandes composantes que sont : mise à jour des circonstances nationales, des dispositions institutionnelles, des contraintes, des lacunes, des besoins et des autres informations pertinentes, l'inventaire national des gaz à effet de serre, l'analyse des politiques et mesures d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adoption au changement climatique et la gestion des connaissances et SE, compilation du rapport QCN.

Conscient que la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques est collective, le Mali a adhéré à la dynamique de la communauté internationale en la matière. Ainsi, notre pays a signé et ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, respectivement le 22 septembre 1992 et le 28 septembre 1994. Aussi, pour montrer son engagement à lutter contre ce fléau, plusieurs jalons politiques, législatifs et institutionnels ont été posés. Il s'agit, entre autres, de l'élaboration d'une politique et d'une stratégie nationales en matière de changements climatiques, assorties d'un

plan d'action pour le climat, de la ratification de l'Accord de Paris sur le Climat, de la finalisation et la soumission de la révision de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN révisée).

Alfredo Teixeira, représentant résident du PNUD au Mali, a souligné que, grâce au soutien financier international mobilisé pour le Mali, le présent projet vise entre autres : à faire l'inventaire des gaz à effet de serre, la mise à jour jusqu'à l'année 2019 dans les secteurs clés à savoir l'agriculture, l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie, l'énergie.

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Modibo Koné, dira que pour aider les pays à remplir leurs obligations en matière de rapports, des dispositions de soutiens techniques et financiers ont été mises à leur disposition dans le cadre la Convention des Nations-unies sur les Changements Climatiques. A cet égard, conformément à ses engagements internationaux, le Mali, avec l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'appui financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et

conformément aux articles 4 et 12 de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques, a soumis trois communications nationales, respectivement en 2000, 2012 et 2017. En outre, le pays a reçu un appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), à travers le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) comme Agence d'exécution du FEM, d'un montant de 500 000 USD sur une période de 3 ans pour élaborer et mettre en œuvre le Projet de préparation de la Quatrième Communication Nationale du Mali sur les Changements Climatiques (QCN-Mali).

Aussi, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Modibo Koné, a invité l'Agence de l'environnement et développement durable à faire en sorte que cette quatrième communication aboutisse aux objectifs assignés et aux leçons tirées sur les précédentes communications en synergie d'action avec le programme des Nations Unies et le fonds mondial pour l'environnement. « **Aujourd'hui, nous nous réunissons autour d'un projet sur lequel notre pays porte un grand espoir dans le cadre du respect des obligations de rapportage des émissions de gaz à effet de serre et dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. Le Projet vise à renforcer les capacités du Mali dans la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Il sera mis en œuvre par le ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable à travers l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable, avec l'assistance technique du Programme des Nations pour le Développement** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

Mali : Des soldats allemands pour sécuriser l'aéroport de Gao

Malgré les tensions récentes entre Berlin et Bamako, ainsi que la présence de soldats russes, près de 90 soldats doivent aider à la sécurisation de l'aéroport. Après les tensions récentes entre le Mali, les pays européens et notamment l'Allemagne, peu auraient parié sur l'arrivée de soldats allemands à Gao récemment. Et pourtant, 90 soldats, hommes et femmes, sont arrivés directement de Cologne en Allemagne à Bamako ce jeudi 25 août en début d'après-midi. Des soldats de l'infanterie, qui ne sont que de passage dans la capitale. Car leur destination finale est bien la ville de Gao et son aéroport. Sur place, ils doivent aider les forces de sécurité maliennes pour la sécurisation du site.

LE PROBLÈME DE LA PRÉSENCE RUSSE

Le début de la mission semble imminent. Selon les informations de la DW, cela pourrait se faire dans les prochains jours, les prochaines heures peut-être. Problème : des soldats russes seraient à l'aéroport de Gao. Le sujet ressemble à un secret de polichinelle,

personne ne confirme vraiment. Mais en milieu de mois déjà, des soldats, très probablement russes, avaient été repérés à Gao, à l'aéroport, juste après le départ des soldats français. Vingt à trente hommes qui aidaient au chargement et déchargement de deux avions de combats similaires à ceux récemment livrés au Mali par la Russie. Ils étaient sur le tarmac et dans un hangar de l'aéroport. "Ils sont partout, à Gao, à Menaka...", glisse au téléphone un observateur.

Une présence qui ne devrait pas faciliter le déploiement des soldats allemands, la Minusma étant réticente à travailler avec les Russes. "Pour l'heure, cela ne modifie en rien nos méthodes sur place", dit l'armée allemande, qui semble tout de même très gênée par ce dossier. "On est en discussion permanente avec les autorités maliennes", répond le ministère de la Défense à Berlin, sans trop s'avancer. Des discussions sur la présence russe sur place avaient déjà eu lieu directement en avril.

Si l'Allemagne a envoyé des soldats, elle s'interroge toujours sur sa présence sur place. Une réunion spéciale de la commission de Défense du Bundestag, le Parlement allemand

qui exerce un contrôle accru sur les missions de la Bundeswehr, pourrait se tenir dès la semaine prochaine sur le sujet.

C'est en tous cas ce qu'ont demandé des députés du groupe parlementaire conservateur cette semaine. "Nous voulons savoir si le gouvernement allemand estime que l'intervention doit être poursuivie dans ces circonstances", écrivent ces députés. La décision n'est pas encore prise définitivement ce vendredi (26.08) à l'heure où nous publions cet article, mais le dossier est bien à l'étude.

Le Parlement allemand – qui contrôle les missions des soldats allemands à l'étranger – a autorisé jusqu'à 1400 soldats allemands au Mali

Pour l'heure un peu plus de 1000 soldats allemands sont sur place. Mais les problèmes avec les militaires au pouvoir se sont multipliés ces derniers mois, la présence de soldats russes dans le pays ne faisant qu'aggraver les choses.

"On a l'impression que certains au sein de la junte se rendent compte de l'erreur faite dans la coopération avec la Russie, de son inefficacité, mais que personne ne veut retourner en arrière pour ne pas perdre la face", glissait un connaisseur du dossier ce vendredi à la DW. La ministre fédérale de la Défense allemande, Christine Lambrecht (SPD), promet de clarifier la situation d'ici le mois de septembre.

Source : DW



Mali : La Minusma renforce son dispositif sécuritaire à Ménaka



La situation sécuritaire de Ménaka, dans le nord du Mali, s'est considérablement détériorée au cours des derniers mois due aux activités déstabilisatrices des groupes armés terroristes dans la région. Cette insécurité a provoqué d'importants déplacements de population et semé la terreur au sein des communautés.

Dans ce contexte et au lendemain de la réunion de niveau décisionnel pour redynamiser la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et relancer le processus de RSS/DDR, le Chef de la MINUSMA s'est rendu à Ménaka les 22 et 23 août 22. El-Ghassim WANE y a rencontré les autorités régionales civiles et militaires, les groupes armés signataires, les représentants de la société civile et plusieurs partenaires.

Rencontres au cours desquelles les participants ont réaffirmé leur désir de voir la MINUSMA rester présente et renforcer son action dans la région. Cette visite avait pour objectif de marquer la solidarité de la MINUSMA, d'écouter les populations et de mieux cerner la situation sécuritaire pour mieux accompagner les autorités.

Au terme de ces rencontres, M. WANE concluait « qu'à Ménaka, la préoccupation des populations était sans équivoque : la sécurité », et s'est engagé à une action renforcée de la MINUSMA, dans la limite de ses moyens, et une coordination encore plus étroite avec les Forces de défense et de sécurité maliennes au profit des populations de la région et d'une

protection accrue des civils pour endiguer les menaces sécuritaires croissantes.

PLUS DE MOYENS HUMAINS ET LOGISTIQUES

Face à cette situation, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies a annoncé une réponse plus robuste de la MINUSMA avec des moyens accrus. Il a rappelé que la MINUSMA a renforcé sa présence en déployant à Ménaka une compagnie supplémentaire de Casques bleus. Dès le 25 août, la Force de la MINUSMA a déployé une unité aéromobile composée de deux hélicoptères d'attaque. Cette unité aéromobile temporaire fournira au besoin des capacités aériennes d'intervention rapide supplémentaire pour renforcer les patrouilles de dissuasion quotidiennes conduites par les Casques bleus du bataillon du Niger basé à Ménaka, afin de contrer la menace croissante des groupes armés terroristes dans la région. Ce dispositif est associé à une collaboration renforcée avec les Forces de défense et de sécurité maliennes pour permettre d'apporter une nette amélioration de la situation sécuritaire.

AU CONTACT DES COMMUNAUTÉS

Solidaire, M. WANE a également rencontré les habitants de Ménaka qui accueillent de nombreux déplacés internes. En quelques mois, la

population de la commune a triplé, créant ainsi de nombreux besoins et une pression supplémentaire sur la communauté hôte, déjà affaiblie par les cycles récurrents de violence. Ce nouvel afflux fait également courir le risque de voir apparaître des conflits intercommunautaires.

Le Représentant spécial a réaffirmé la détermination de la MINUSMA à continuer à œuvrer aux côtés des autorités pour stabiliser la région.

LA NÉCESSITÉ D'UN EFFORT COMMUN

El-Ghassim WANE a rappelé à ses interlocuteurs le rôle clé qu'ils ont à jouer pour restaurer la cohésion sociale entre les communautés, et l'impérieuse nécessité pour celles-ci de coopérer avec les forces de sécurité. Il a aussi rappelé la reprise imminente du processus de DDR et la tenue d'une réunion du Comité de suivi de l'Accord (CSA) à la suite de la tenue de la réunion décisionnelle de haut niveau. À cet égard, il a aussi tenu à souligner que la mise en œuvre effective de l'Accord de paix et de réconciliation est essentielle à la stabilité de la région et du pays.

Cette visite a été l'occasion pour le Chef de la MINUSMA de féliciter les pays contributeurs de troupes et de police déployés dans cette région. M. WANE a rencontré le Commandant du contingent nigérien déployé à Ménaka et a déposé une gerbe de fleur en mémoire des Casques bleus tombés au champ d'honneur. Il a également rencontré les deux Commandants, entrant et sortant, de l'unité de police constituée du Togo qui, après 21 mois de déploiement à Ménaka, avait commencé la relève des effectifs. Il a salué le sortant pour le travail accompli, notamment dans la promotion de la police de proximité et encouragé son remplaçant à poursuivre dans la même dynamique, en maintenant une collaboration étroite avec les forces de sécurité maliennes.

Enfin, lors de son passage à Gao, le Chef de la MINUSMA a rendu une visite de courtoisie au contingent allemand. Cette visite a permis de faire le point sur les tâches accomplies et les défis à relever. Ce fut l'occasion de remercier l'Allemagne pour son engagement en faveur de la paix au Mali.

MINUSMA

Le rassemblement pour la réhabilitation de la religion negro africaine : Apports scientifiques de l'Afrique au reste du monde

Le Rassemblement pour la réhabilitation de la religion negro africaine (3RNA-MAAYA) a organisé ce samedi 20 août au mémorial Modibo Keita, une conférence débat sur le thème : Apports scientifiques de l'Afrique au reste du monde, animé par le Professeur Kalala OMBOTUNDE, fondateur de l'institut ANYJART de Guadeloupe.



Il s'agit de faire comprendre le mouvement caduc mondial », Selon le conférencier, Pr. Kalala OMBOTUNDE, spécialiste des humanités pratiques africaines. Les différents points du thème animés sont entre autres, l'avancée scientifique de l'Afrique.

Selon le conférencier lorsqu'on regarde l'histoire de l'Afrique tout le monde est étonné de voir l'avancée scientifique, le nombre d'innovation, découverte. Il ajoute que, les découvertes qui ont été faites il y a 800 mille ans sur le continent africain, c'est seuls qui font fonctionner toute la modernité aujourd'hui. A titre d'exemple, il souligne que, la pierre graphiste de bloblote, c'est la triangulation qui apparait en 800 mille ans africains en Afrique Sud. Il confirme que c'est cette triangulation qui a permis de faire le GPS. Aussi, il précise que l'Afrique a éventé le support souple de l'écriture et le monde entier a adopté aujourd'hui le support souple. «Toutes ces

choses font que peut être l'Afrique ne c'est rend compte à quel point elle a diffusé toutes ses connaissances à toutes les civilisations», dit-il. Pour lui, toutes les civilisations ne font que répéter ce que l'Afrique a fait déjà. Et défend que l'historien occidental ruse avec la vérité. «Il ment il cache des documents et nous allons révéler les choses qu'il cache qui fait que son discours scientifique est fondamentalement faux», lance le conférencier Kalala Ombotundé

Les trois missions fondamentales de 3RNA-MAAYA c'est la réhabilitation de la religion negro africaine. Cela veut dire que, « nous africain, negro africain avant les religions qui sont venues d'ailleurs qui ne sont pas à nous, elles sont venues et elles prirent de l'espace. Mais avant leur arrivée nous avions notre religion, notre croyance, nous avions notre vision du monde et des êtres, nous avions nos cosmologies, nos cosmogonies. Ces religions sont vues se mettre à travers cela, au dessus ces

nos cosmogonies et ces croyances», précise Fodé Moussa Sidibé, vice-président de l'association 3RNA-MAYAA. C'est pourquoi ils ont mis en place cette association pour amener les uns et les autres à comprendre ce don. Selon le vice-président Sidibé, « c'est les autres qui sont venus dire que nous sommes des cafres, des mécréants. Mais par rapport à qui, à quoi ? » Avant d'ajouter qu'ils sont venus avec leur façon de voir, ils nous ont dominé et l'imposé ? Donc, ils invitent à retourner à leurs véritables valeurs negro africaines ou religions traditionnelles. Ainsi, c'est dans cet élan que l'association a fait venir l'un de plus grand de cette chose pour leur entretenir de cette vision pour que la jeunesse qu'ils ont, selon lui, à former et éduquer soit informer de toutes ces vérités premières de l'humanité.

Kossa Maïga

Source : Canard déchainé

Renforcement du contrôle démocratique civil : CRI 2002 soutient le gouvernement de la transition dans ce sens

Le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a procédé au lancement du projet de renforcement du contrôle démocratique civil du secteur de la défense et sécurité, le mardi 16 août 2022 au grand hôtel de Bamako.



Financé par le fonds des Nations Unies, le projet a pour objectif de renforcer le contrôle démocratique civil et de promouvoir l'intégrité, la transparence et la redevabilité dans le secteur de la défense et de la sécurité. Le président de cri 2002, Dr Abdoulaye Sall a souligné que la remise de drapeau aux autorités coutumières, prouve à suffisance que le Mali est toujours sous drapeau. Il estime que ce geste signifie le retour de l'État dans les villages et dans les quartiers. « Raison pour laquelle, nous nous sommes battus pour que chaque chef de village ait un drapeau. Nous avons à faire face au terrorisme et au banditisme, c'est pourquoi nous avons nos points focaux sur tous les espaces du Mali » indique Dr Sall.

Pour sa part, le ministre de la Refondation de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga a déclaré que ce projet de CRI-2002 s'inscrit dans le cadre de la création et de l'émergence d'un dialogue constructif entre la société civile et le secteur de la défense. Selon lui, il met l'accent sur la nécessité d'un consensus autour des priorités en vue d'une meilleure gouvernance du secteur de la défense et sécurité, mieux conçu, mieux maîtrisé et plus professionnel, capable

d'assurer la sécurité de l'État et des Institutions, ainsi que celle des Citoyens et de leurs biens. « Face à une tendance à l'exacerbation de la crise sécuritaire à laquelle est confronté notre Pays depuis plus d'une décennie, une réaction concertée s'impose et fait appel à l'implication de toutes les parties prenantes, et à la bonne conjugaison de nos volontés, de nos intelligences, de nos efforts, et de nos moyens » pense le ministre de la Refondation de l'État. Il estime que ce projet vient soutenir la mise en œuvre de certaines recommandations des Assises Nationales de la Refondation de l'Etat (ANR) à travers le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Pour cela, il a mentionné l'axe stratégique n°2 qui parle de défense, de la sécurité, de la paix, de la réconciliation et de la cohésion sociale au titre de deux (02) objectifs prioritaires qui sont le renforcement des capacités des Forces de Défense, de la Sécurité et du renforcement des mécanismes de prévention, de la gestion des conflits, et du rétablissement de la cohésion sociale. Pour le ministre, l'objectif principal du projet est de contribuer au renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) dans le contrôle démocratique civil, de la gouvernance du secteur,

de la défense et sécurité, dans le respect du principe sacro-saint du secret-défense et de la préservation de la sécurité nationale.

Il s'agira, désormais, de créer une synergie entre les milieux civils et militaires en vue de contribuer de façon pertinente à l'amélioration de l'accès des Organisations de la Société Civile (OSC) maliennes à des informations factuelles sur la façon de promouvoir la transparence, l'intégrité, la bonne gouvernance, la redevabilité et une législation inclusive dans le secteur de la défense et de la sécurité. Il s'agit aussi de contribuer en outre à l'émergence de la coopération constructive et de l'engagement civique entre les Organisations de la Société Civile (OSC), le Conseil National de Transition (CNT) et les Institutions de défense et de sécurité pour faire avancer la gouvernance démocratique dans ledit secteur. Le ministre Ikassa Maïga n'a pas oublié de souligner le renforcement des mécanismes de contrôle démocratique du secteur de la défense et de la sécurité pour établir les bases d'un contrôle citoyen efficace au retour à l'ordre constitutionnel normal.

Falaye Sissoko

Source : Canard déchainé

Cinéma : Les acteurs du paysage cinématographique et audiovisuel s'approprient les textes du FAIC

La cérémonie d'ouverture de l'atelier d'échange et de partage sur l'opérationnalisation du Fonds d'appui à l'Industrie cinématographique (FAIC) s'est tenue le jeudi 25 août au Mémorial Modibo KEITA. Cette activité avait pour objectif d'une part, de permettre aux participants de mieux comprendre et de s'approprier les textes du FAIC, mais aussi de faire la différence avec ceux d'autres structures ; d'autre part, de faire connaître la mission et les attributions du FAIC.

La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUIINDO qui avait à ses côtés le DG du FAIC, le Dr Bréhima Moussa KONÉ, le Président de la Fédération nationale du Cinéma et de l'Audiovisuel du Mali, Boubacar Gakou TOURE.

Dans le souci de faire rayonner le cinéma malien, les autorités ont mis en place une structure avec un statut d'Établissement public à caractère administratif (EPA), dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommée Fonds d'Appui à l'Industrie cinématographique (FAIC). Il est créé par la loi n°2017-068 du 18 décembre 2017 et le décret n°2018-0295/P-RM du 19 mars 2018 fixe son organisation et les modalités de son fonction-

nement. Le FAIC a pour mission d'appuyer le développement de l'industrie cinématographique et l'audiovisuel au Mali.

Il a vocation à résoudre les difficultés persistantes de financement des activités cinématographiques et audiovisuelles. Par ailleurs, le FAIC offre aux acteurs du métier un cadre permettant de renforcer leurs capacités de production mais aussi l'opportunité de professionnaliser davantage les différentes filières du cinéma et de l'audiovisuel. Il doit, dans sa mission, financer la production des films, de la formation, de l'exploitation et de la distribution dans les salles de cinéma. Mieux, dans ses dispositifs, le FAIC doit financer l'installation et l'équipement des salles de projection.

Cette rencontre, selon ses initiateurs, se veut

un cadre d'échange sur les grandes préoccupations du fonctionnement efficace des structures en charge de la gestion et de la promotion du secteur cinématographique et de réflexion à la problématique du financement pérenne du cinéma.

Au cours de cette rencontre, il s'agissait pour les participants de faire une lecture comparée des textes de création, d'organisation et de fonctionnement du FAIC avec ceux d'autres structures similaires pour mieux édifier les acteurs.

De même, il s'agissait d'identifier les difficultés de similitude et de confusion existantes entre les textes du FAIC avec ceux d'autres structures chargées de la gestion du secteur cinématographique et audiovisuel ; permettre une bonne compréhension, appréhension et vulgarisation des textes auprès de l'ensemble des acteurs, des cadres impliqués dans l'opérationnalisation du FAIC pour mieux faire connaître ses missions.

Pour ce faire, plusieurs panels ont été présentés au cours de ladite rencontre dont, entre autres : « Questions relatives aux textes législatifs et réglementaires portant sur les aspects institutionnels des EPA et Fonds d'appui » ; « Questions relatives aux textes législatifs et réglementaires relatifs au circuit de la chaîne des dépenses publiques des EPA et Fonds d'appui » ; « Questions relatives aux textes législatifs et réglementaires des structures de gestion du cinéma et des Fonds de soutien d'appui au cinéma I et II », etc.

Dans son allocution, le ministre de l'Artisanat,



de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO a déclaré que dans l'exécution de ses missions, le FAIC est confronté à d'énormes difficultés à savoir la non-mobilisation de la dotation initiale des six milliards F CFA ; la non-maîtrise des textes de fonctionnement du FAIC par certaines structures administratives, celles relevant du ministère de l'Économie et des Finances en l'occurrence.

Selon lui, cette confusion est la source de tout le blocage dans la mobilisation des fonds et l'opérationnalisation du FAIC. Ce qui entraîne un impact néfaste sur le développement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle au Mali. « À cela, il faut ajouter la confusion dans la compréhension des textes du FAIC à différents niveaux d'application par rapport à d'autres structures similaires », a-t-il ajouté.

Selon le chef de département de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, cette confusion crée un blocage dans la mobilisation des fonds et l'opérationnalisation du FAIC. « Ce qui entraîne un impact néfaste sur le développement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle au Mali ».

Dans ce sens, il a indiqué que le présent atelier constitue un cadre d'échanges sur les grandes préoccupations du fonctionnement efficace des structures en charge de la gestion et de la promotion du secteur cinématographique.

En outre, il a tenu à souligner l'importance du septième, car l'image et le son contribuent à façonner une société, à forger une mémoire collective, gardienne de la cohésion sociale. Et déplorer : « Pourtant, si important soit-il, le cinéma peine à trouver son chemin. Le cinéma malien, longtemps référence dans la sous-région ouest-africaine, traverse une crise sans précédent. Réaliser un film relève presque du parcours du combattant ».

Enfin de compte, Andogoly Guindo n'a pas manqué de magnifier le travail de nouvelle génération. « C'est le lieu de louer le travail de la nouvelle génération, passionnée, talentueuse qui fait surtout la part belle au court métrage », s'est-il réjoui.

■ Maffenin Diarra

Centre national de la cinématographie : Trois films pour la célébration du 22 septembre

« Le train de retour », « 1960 : elles y étaient » et « les enfants de l'indépendance », sont les 3 films réalisés par le Centre national de la Cinématographie (CNCM) qui seront diffusés le 22 septembre 2022 à l'occasion de la commémoration de l'indépendance au Mali.



Le directeur du CNCM, Fousseyni Maïga et son équipe étaient face à la presse le week-end dernier pour annoncer la nouvelle. Il s'agit, pour le directeur du projet "Kunu" "hier ou réveil", trois films uniquement basés sur l'indépendance du Mali, de l'éclatement de la Fédération du Mali, à son indépendance le 22 septembre 1960. « Qu'est ce qui s'est réellement ? », « des réponses maliennes seront données », a promis Fousseyni Maïga dans le long-métrage de 85 minutes, « 1960 : le train de retour ».

Les deux court-métrages de 35 minutes chacun, selon M. Maïga, feront un retour sur l'indépendance, le rôle que les femmes ont joué lors de la lutte pour les indépendances et leur place. « Faire revivre le passé pour mieux orienter le présent et le futur », espère le directeur du CNCM à travers ce projet financé par le CNCM. Les 3 films seront diffusés, dit-il, au cinéma Babemba le 22 septembre prochain et simultanément sur plusieurs chaînes

télévisées de la place. Des diffusions sont aussi prévues dans les capitales régionales et les 6 communes de Bamako, a-t-il promis.

Après les diffusions et projections, les 3 films seront disponibles en vente sur coffret appelé « coffret spécial 22 septembre ». Ce coffret s'inspirera de l'art Touareg et sera un moyen de promotion de l'artisanat local.

« Nous attendons toujours des sponsors », a lancé M. Maïga. A l'en croire, pour la réalisation du projet, le côté financier a été un véritable défi à relever. « N'eût été l'angle patriotique, le projet n'aurait jamais vu le jour », a-t-il rappelé. En plus du 22 septembre, l'Armée aura droit aux siens pour le 20 janvier prochain et les femmes pour le 8 mars. Faire du cinéma un outil de refondation et de développement est la volonté du directeur du CNCM Fousseyni Maïga et son équipe.

Koureïchy Cissé
Source : Mali Tribune

Éthiopie : L'ONU affirme que la frappe au Tigré a touché un jardin d'enfants



Le Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) a condamné samedi la frappe aérienne ayant la veille "touché un jardin d'enfants" dans la région éthiopienne du Tigré, l'UE et Londres appelant au respect du droit international protégeant les civils.

La déclaration de l'Unicef est la première confirmation internationale qu'un jardin d'enfants a été touché, comme l'affirment les autorités rebelles du Tigré, le gouvernement éthiopien ayant assuré de son côté ne viser que des "cibles militaires".

"L'Unicef condamne vigoureusement la frappe aérienne à Mekele, capitale de la région du Tigré en Ethiopie. La frappe a touché un jardin d'enfants, tuant plusieurs enfants et en blessant plusieurs", a dénoncé la directrice exécutive de l'organisation, Catherine Russell, dans un tweet.

"Encore une fois, des enfants ont payé au prix fort une escalade de la violence dans le nord de l'Éthiopie. Depuis bientôt deux ans, les enfants et leurs familles dans la région subissent les affres de ce conflit. Il doit cesser", a-t-elle ajouté.

Le gouvernement éthiopien n'a pas réagi dans l'immédiat à ces déclarations onusiennes.

Sans mentionner la cible touchée, le commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janez Lenarcic, a "condamné" cette frappe "ayant entraîné la mort de civils" et "appelé au respect du droit international humanitaire". "Les civils ne sont pas une cible", a-t-il tweeté.

"Les informations sur des frappes aériennes au Tigré ayant fait des victimes civiles sont épouvantables. Toutes les parties doivent res-

pecter le droit international humanitaire et faire de leur priorité la protection des civils", a tweeté la ministre britannique pour l'Afrique, Vicky Ford.

- "barbare" -

Un responsable de l'hôpital Ayder, le principal de la ville de Mekele, a affirmé vendredi dans un message à l'AFP que son établissement avait reçu quatre morts, dont deux enfants, et neuf blessés.

La télévision officielle du Tigré a affirmé que "sept civils dont trois enfants" avaient été tués et a diffusé des images montrant ce qui ressemble à une aire de jeux dévastée et un bâtiment aux murs peints de dessins de couleurs vives endommagé.

Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie, rendant impossible toute vérification indépendante. Le réseau mobile et internet y est également aléatoire et aucun responsable n'a pu être joint samedi au Tigré. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, lui-même originaire du Tigré, a tweeté "manquer de mots" face à "ce terrible événement et à la perte de vie innocente", qualifiant la frappe de "barbare".

Des combats ont repris mercredi dans le nord de l'Éthiopie mettant fin à cinq mois de trêve entre le gouvernement fédéral et les autorités rebelles du Tigré qui se rejettent mutuellement la responsabilité de la reprise des hostilités.

Jusqu'à la frappe sur Mekele vendredi, les affrontements se limitaient à deux zones autour de la frontière sud-est du Tigré.

Les rebelles ont affirmé qu'un avion avait "largué des bombes sur une zone résidentielle et un jardin d'enfants". Le gouvernement éthiopien a répondu que l'aviation militaire éthiopienne ne visait que "des sites militaires" et a accusé les rebelles tigréens de mise en scène "pour affirmer que l'aviation a attaqué des civils".

- escalade redoutée -

La situation sur le terrain restait difficile à apprécier, les zones théâtres de combats étant injoignables samedi.

La frappe de vendredi marque une escalade redoutée par la communauté internationale qui s'inquiète d'une reprise du conflit à grande échelle et craint de voir annihilés les maigres espoirs de négociations de paix entrevus depuis juin, mais jamais concrétisés.

Dès mercredi, de nombreux pays et organisations internationales, ONU, États-Unis et Union européenne en tête, avaient appelé à une cessation des hostilités et à une résolution pacifique du conflit.

Celui-ci a éclaté en novembre 2020 quand le Premier ministre Abiy Ahmed a envoyé l'armée éthiopienne au Tigré pour en déloger l'exécutif de la région, l'accusant d'avoir attaqué des bases militaires sur place après avoir contesté durant des mois l'autorité du gouvernement fédéral.

Après avoir initialement battu en retraite, les forces rebelles du Tigré ont reconquis lors d'une contre-offensive mi-2021 l'essentiel de la région.

Le bilan de cette guerre meurtrière, marquée par de nombreuses exactions commises par chaque camp, est largement inconnu. Mais elle a déplacé plus de deux millions de personnes et plongé des centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon les Nations unies.

Début mars, quelques semaines avant la trêve, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits humains avait indiqué que les frappes de l'aviation éthiopienne avaient tué plus de 300 civils au cours des trois mois précédents.

Source : Agence France-Presse

Algérie/France : Macron achève sa visite en Algérie avec un partenariat "renouvelé"

Le président français Emmanuel Macron achève samedi une visite de trois jours en Algérie par une rencontre avec des sportifs et des artistes à Oran avant de retourner sceller officiellement la relance de la relation bilatérale à Alger.

Le chef de l'Etat se rendra d'abord au port et à la chapelle de Santa Cruz sur les hauteurs d'Oran, qui offrent une vue plongeante sur la baie de la deuxième ville d'Algérie, baignée par la Méditerranée.

Il se rendra ensuite dans le magasin du label Disco Maghreb, emblématique du raï --courant musical devenu très populaire à Oran dans les années 80 avant de conquérir un public mondial-- puis ira à la rencontre de jeunes et de sportifs lors d'une démonstration de break-dance.

Le président, arrivé vendredi soir à Oran, ville réputée pour son ouverture d'esprit dans l'ouest du pays, a dîné avec l'écrivain Kamel Daoud et d'autres personnalités oranaises.

- "Enthousiasme" -

Avant de quitter Alger, il avait rencontré des jeunes entrepreneurs et du milieu associatif qui l'ont interpellé sur les problèmes de visas, le recul du français en Algérie et le contentieux mémoriel entre les deux pays.

L'Algérie a été colonisée pendant 132 ans par la France avant d'obtenir son indépendance en 1962, au terme de huit ans d'une guerre sanglante.

Après des mois de crise diplomatique, liée à ce passé toujours douloureux, les présidents français et algérien Abdelmadjid Tebboune ont annoncé dès le premier jour de la visite de M. Macron jeudi une nouvelle dynamique dans la relation entre les deux pays.

Ils la scelleront par la signature solennelle d'une déclaration commune, étape ajoutée à la dernière minute au programme du président Macron. Il s'agira, selon l'Elysée, d'un "partenariat renouvelé, concret et ambitieux".

Avec l'Algérie, c'est "une histoire qui n'a jamais été simple. Mais qui est et restera, parce que nous le voulons, une histoire de respect, d'amitié et, oserais-je le dire, d'amour", a lancé vendredi M. Macron, en décrivant un par-



tenariat élaboré "dans l'enthousiasme du moment", lors de multiples entrevues jeudi et vendredi avec M. Tebboune et ses ministres. Il s'agira d'"un partenariat nouveau pour et par la jeunesse", a anticipé le président français, annonçant d'ores et déjà l'acceptation de 8.000 étudiants algériens de plus cette année en France, qui rejoindront un contingent annuel de 30.000 jeunes.

Outre le dossier mémoriel autour de la colonisation française, la question des visas a empoisonné la relation bilatérale quand Paris a décidé à l'automne 2021 d'en diviser par deux le nombre octroyé en Algérie, jugée pas assez prompte à réadmettre ses ressortissants expulsés de France.

- "Mémoires blessées" -

Il s'agira de lutter contre l'immigration clandestine mais tout en assouplissant les procédures pour "les familles de binationaux, les artistes, les sportifs, les entrepreneurs et politiques qui nourrissent la relation bilatérale". Une commission mixte d'historiens français et algériens va aussi être créée pour "regarder" en face l'ensemble de la période de la colonisation, "sans tabou", a annoncé Le président Macron.

De la gauche à l'extrême droite française, des responsables politiques ont été outrés par les propos du président ou par l'annonce de la création de la commission, signe que les plaies peinent à se refermer dans la société

française.

En 2017, Emmanuel Macron disait "la colonisation est 1a crime contre l'Humanité", a tweeté le patron des socialistes, Olivier Faure. Mais "en 2021 il s'interrogeait sur l'existence d'une nation algérienne avant la colonisation. La légèreté du traitement du PR (président de la République, ndlr) insulte les mémoires blessées".

Pour le député du Rassemblement national (extrême droite), Thomas Ménagé, "le président s'est couché" en annonçant la commission mixte, et l'Algérie doit arrêter "d'utiliser ce passé pour ne pas être dans de vraies relations diplomatiques et d'amitié."

A Alger non plus, la visite ne faisait pas l'unanimité, beaucoup d'Algériens attendant des excuses en bonne et due forme de la part de M. Macron pour la colonisation et pour ses propos de l'automne 2021, doutant de l'existence d'une nation algérienne avant le débarquement de l'armée française en juin 1830.

"L'histoire ne peut pas s'écrire avec des mensonges (...) l'un des plus gros mensonges est de dire que l'Algérie a été créée par la France ? On attendait que cette grossière contre-vérité soit effacée par Macron lors de cette visite", a affirmé Le Soir d'Algérie paru samedi, dénonçant un manque de "courage de Macron" pour "reconnaître ses propres fautes et celles de son pays".

Source : Agence France-Presse

Macron : Un match entre la France et l'Algérie "serait une bonne chose pour conjurer le passé"

Le président français, Emmanuel Macron, a estimé vendredi à Alger qu'un match amical de football entre les équipes de France et d'Algérie "serait une bonne chose pour conjurer le passé", ajoutant que le sport, comme la culture, "sont des terrains où nous devons être ensemble".

"Je pense que ce serait une bonne chose pour conjurer le passé", a répondu le chef de l'Etat, interrogé par des journalistes sur l'opportunité d'une nouvelle rencontre entre les deux sélections, plus de 20 ans après le match amical du 6 octobre 2001 qui s'était achevé prématurément par un envahissement du terrain du Stade de France par des supporters algériens à un quart d'heure de la fin.

"On va en parler avec évidemment le président (Abdelmadjid Tebboune) et ses équipes, ce n'est pas à moi de me prononcer, et puis ça dépendra aussi du hasard des compétitions à venir, pour certaines, je nous le souhaite", a-t-il précisé, à l'issue d'une longue visite au cimetière européen de Saint-Eugène, dans la banlieue d'Alger, au deuxième jour de sa visite en Algérie.

"Je pense que le sport doit réconcilier, donc c'est pour ça que, demain (samedi, NDLR) à Oran, je serai avec nos sportifs en prévision des JO" de 2024 organisés à Paris, a-t-il ajouté.

"La culture, comme je l'évoquais hier dans la conférence de presse, et le sport, ce sont des terrains où nous devons être ensemble, alors parfois on peut s'affronter, mais on s'affronte amicalement", a insisté M. Macron.

Le président français et son homologue algérien ont scellé jeudi leur réconciliation après des mois de brouille diplomatique, notamment autour de la colonisation française (1830-1962).

- Un match au souvenir cuisant -

Le souvenir du match du 6 octobre 2001 a longtemps empêché la tenue d'un nouveau France-Algérie, un projet plusieurs fois évoqué mais jamais réalisé.

"On a l'impression que la France ne pourra ja-



mais rencontrer l'Algérie, mais moi j'ai tellement envie. Ce sont les deux seuls pays pratiquement qui ne peuvent pas se rencontrer, alors qu'il y a un attachement", soulignait ainsi en 2019, auprès de l'AFP, le président de la Fédération française de football Noël Le Graët.

Le 6 octobre 2001, dans un Stade de France bondé, des sifflets avaient retenti dès l'annonce des joueurs, puis lors de l'hymne français. A la 76e minute, des centaines de supporters de l'Algérie avaient envahi la pelouse alors que leur équipe était largement dominée 4 buts à 1 par les Bleus, causant la suspension puis l'arrêt du match.

Marie-George Buffet, à l'époque ministre des Sports du gouvernement de Lionel Jospin, présente dans le stade, avait relativisé la portée des événements: "Je ressens une grande tristesse. La descente sur le terrain de quelques énergumènes a gâché cette fin de fête (...) Mais ce n'est pas un drame. Il n'y pas eu de blessés, ni d'incidents".

"Le match a été victime de sa propre densité émotionnelle", expliquait pour sa part Mohamed Ghouali, alors ambassadeur d'Algérie en France. Cette rencontre était en effet hautement symbolique, la première entre les deux pays depuis l'indépendance de l'Algérie.

A droite, Alain Juppé, figure de l'opposition de droite, avait déclaré pour sa part: "Lorsqu'on est français, siffler la Marseillaise est un comportement intolérable, quelle que soit la communauté à laquelle on appartient." Et il avait appelé à "une politique d'intégration ambitieuse".

L'extrême droite avait de son côté critiqué la politique migratoire française, Bruno Mégret, président du Mouvement national républicain (MNR), estimant que "les événements du Stade de France montrent combien l'intégration est un leurre et l'immigration une menace".

Source : Agence France-Presse



Bélier (21 mars - 19 avril)

À votre poste de travail, vous aurez les idées claires. Vous aurez un sens inné de l'organisation. De par vos propres initiatives ou en obéissant plus prosaïquement à des directives, vous serez en mesure de vous pencher sur de nouveaux clients.

Uranus aura une influence positive. Cette planète vous aidera à recadrer la plupart de vos dépenses, ce qui renforcera encore plus l'efficacité de votre gestion. Vous pourrez même recentrer vos placements financiers sur des objectifs plus réalistes...



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un effort est demandé par un chef. Il peut faire cette demande d'une façon sèche. La communication coince en effet. Les supérieurs hiérarchiques pourraient être maladroits avec vous. Ne le prenez pas personnellement. La santé de l'entreprise en dépend.

Les dépenses d'argent continuent. Elles concernent un peu tout, les charges et les frais inattendus. Vous pouvez réaliser quelques économies en vérifiant les prix. Faites les soldes, pensez à comparer les tarifs. Même de petites économies sont les bienvenues.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

De belles possibilités s'offrent à vous dans votre sphère professionnelle. Mars vous permet de faire valoir vos idées qui seront bien acceptées. Vous mettez un dernier coup de collier pour obtenir ce que vous attendez depuis longtemps. Vous ne savez plus où donner de la tête avec ces 4 planètes dans votre maison 8. Votre situation financière est tributaire des autres, notamment de votre famille et cet état de fait vous énerve un peu, car vous avez l'impression de ne rien maîtriser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez quelques petits soucis envers toute forme d'autorité aujourd'hui à votre travail ! Évitez, dans la mesure du possible, les confrontations qui pourraient déboucher sur des discussions trop agitées ! Vous auriez du mal à assumer ce genre de relations.

Aujourd'hui, vous êtes un peu dans l'abus, et vos finances ne font pas exception ! Vous vous sentez insouciant et avez tendance à vouloir dépenser plus que de raison ! Restez dans le contrôle le plus possible, car Jupiter est une planète bien excessive !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous exercez vos talents dans une activité commerciale, un gros dossier ou un client important pourra vous passer sous le nez... En effet, à cause des dissonances de Mars, vous serez excessivement bridé ! Vous supporterez mal les entraves...

Vous manquerez de réalisme concernant vos engagements financiers. En effet, ces derniers ne seront pas vraiment compatibles avec vos charges fixes. La planète Uranus sera très dépensière, surtout dans le domaine des plaisirs personnels, et des cadeaux !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir envie d'une formation. L'évolution de votre carrière nécessite une formation. Vos compétences ne sont pas bien vues par vos supérieurs hiérarchiques. La journée peut marquer l'occasion d'en parler. Un nouveau départ vous attend.

Il règne une ambiance de frustration. Des dépenses ne permettent guère de loisirs. Dans la journée, des règlements peuvent survenir. Il est nécessaire de préserver une trésorerie pour faire face à ces charges. Gardez confiance, ces frais sont temporaires.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre avenir professionnel vous paraissant assez incertain, vous pourriez avoir envie de prendre davantage soin de vous, de vous tourner vers une profession qui comble vos besoins intérieurs notamment de sécurité et d'évolution.

Vous risquez d'être assez impulsif dans vos dépenses et ceci peut nuire à l'équilibre de votre budget. Vous avez envie de faire plaisir à votre famille et vous achetez en ce moment les cadeaux de Noël.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication étant aujourd'hui un peu perturbée, il se peut que vos relations avec vos collègues de travail ne se passent pas au mieux. Vous avez tendance à vous montrer plus dur, et avez beaucoup de mal à faire des concessions. Soyez plus cool !

La prudence est de mise aujourd'hui avec vos finances, car Jupiter vous pousse aux dépenses inconsidérées ! Vos désirs sont légèrement dans l'excès et frôlent même l'insouciance ! Soyez vigilant, vos envies deviendraient vite incontrôlables !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre entreprise pourra décider de délocaliser ou de sous-traiter une partie de vos tâches. Pour autant, votre poste ne sera pas supprimé. Simplement, il sera remanié. Vous devrez suivre le mouvement, et vous y faire... Pas ou plus le choix !

Tout chez vous respirera l'économie bien pensée... Voiture hybride, ampoules basse consommation, etc. Aujourd'hui, vous vous documenterez sur les avantages et inconvénients du chauffage au bois ! Économe, et respectueux de l'environnement... Sus au gaspillage !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver la motivation, comptez sur l'atmosphère joyeuse au travail. Vos collègues ont un sens de l'humour développé ! Du côté du planning, il est chargé. Vos activités peuvent demander un bon sens de l'organisation. On compte sur vous pour cela !

C'est toujours la prudence qui prend le pas sur le désir. L'impulsivité n'a pas raison de vous. Le shopping est un moyen de flâner ou de repérer. La relation à l'argent reste sereine. Malgré des charges régulières, la gestion est faite avec sérieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des discussions interminables pourraient avoir lieu au sein de votre bureau pour définir qui fait quoi et dans quelles conditions. Les esprits pourraient s'échauffer et vous auriez bien du mal à garder votre calme.

Un bon aspect Saturne/Neptune vous procure une ouverture pour mettre en pratique certains de vos projets financiers. Vous pourriez par exemple demander un prêt. Il a toutes les chances d'être accordé bien que certaines clauses ne soient pas très claires. Il faudra bien les lire avec attention.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez toujours la reconnaissance de vos pairs au travail et en éprouvez une grande fierté. Néanmoins, vous pourriez ressentir un déséquilibre entre votre sensibilité et votre volonté, ce qui provoquerait chez vous quelques tensions intérieures.

Vous êtes un peu ce qu'on appelle panier percé aujourd'hui ! Jupiter en opposition à votre Lune vous pousse aux abus, et notamment aux excès en matière de dépenses ! La prudence s'impose donc, car vous pourriez le regretter par la suite !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

1110 Malikilé

Crise au sein du RPM
Dr Becari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès

Situation financière du Mali: Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

1111 Malikilé

Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali
Revoilà le Cadre d'Echanges

Face aux nouvelles technologies individuelles de haute vitesse, votre journal préféré est à votre portée 24h/24 et 7j/7. Tout s'agit de télécharger votre journal en cliquant sur les liens ci-dessous: [version en ligne](#) et [version imprimable](#)

1112 Malikilé

Durée de la Transition
Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!

Le Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

1113 Malikilé

Durée de la Transition
La polémique entre le Mali et la CEDEAO

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition: La jeunesse invitée à jouer sa partition

1114 Malikilé

Année MS-RFP
Dr Choguel Kokalla Maiga fait le bilan de l'an I de la rectification

Le Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

1115 Malikilé

Le Burkina Faso-CEDEAO
Issoufou Mahamadou, un médiateur contesté!

Adema - PASJ: Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

1116 Malikilé

Nouvelle Constitution
Le top départ!

Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

1117 Malikilé

Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies
Le nîet du Mali à la force française Barkhane

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23